

DISCUSSION

A. Rérat¹. – Vous avez cité des chiffres relativement élevés concernant l'existence de terres disponibles permettant d'accroître les surfaces cultivées dans l'avenir. Or, les surfaces actuellement cultivées s'étendent environ sur 1500 million d'hectares dans le Monde dont 800 environ dans les pays en développement : il s'agit des terres les plus fertiles et subissant les conditions environnementales les plus favorables. Ma question est donc la suivante ; quelle est la valeur culturelle des surfaces considérées comme disponibles (selon la FAO, 1300 millions d'ha dans les pays en développement) alors qu'il s'agit souvent de terres médiocres récupérées sur la forêts, de sols salinisés, et souvent situés dans des zones soumises à des précipitations insuffisantes ou excessives, et à des climats extrêmes ? Ces surfaces dites de « réserve » apparemment considérables ne sont-elles pas en réalité nettement plus réduites sauf utilisation de moyens technologiques nouveaux ?

Vous avez souligné la possibilité d'accroître encore les rendements agricoles, qui, pourtant, dans beaucoup de régions, sont près de leur maxima. Quels sont à votre avis les moyens à notre disposition pour finaliser cet objectif

M. Griffon. – Les données de la FAO sont présentées sans nuances, comme si les surfaces disponibles avaient le même potentiel que les surfaces déjà cultivées. Or, beaucoup des surfaces disponibles sont en effet marginales : zones situées loin des marchés et des voies de communication, zones de moindre fertilité locale, zones climatiquement défavorables ; zones de pentes, zones forestières au défrichage coûteux... Il ne faut cependant pas oublier que les zones de forêt tropicale humide représentent un gros potentiel productif mais leur mise en valeur entraînerait une réduction irréversible de la biodiversité mondiale. Il ne faut pas non plus omettre les zones de jachère longue qui représentent dans certains pays de réserves importantes.

Quant aux moyens d'accroître les rendements, je défends l'idée que dans le contexte futur marqué par une élévation des prix des intrants et de la mécanisation, et de nouvelles contraintes environnementales liées au modèle du type « Révolution Verte », il convient dans chaque type de milieu d'utiliser d'abord au mieux les fonctionnalités naturelles des écosystèmes, puis subsidiairement et si cela est compatible, d'utiliser des moyens classiques. C'est l'idée d'une « intensification » du fonctionnement des écosystèmes tout en ménageant leur équilibre. Cela débouche sur une nouvelle vague d'innovations dont on espère qu'elle augmentera les rendements tout en réduisant les charges et les nuisances environnementales.

G. Paillotin². – Je suis frappé par les chiffres que nous a donnés Jean-Louis Rastoin, lesquels situent les poids économiques respectifs de l'agriculture, de l'industrie et des services à 20, 30 et 50%. Il s'agit bien sur de chiffres qui concernent les pays industrialisés. Or, dans tous les débats internationaux, fort médiatisés, c'est la partie agricole qui attire tous les regards. Est-elle malgré tout la plus stratégique pour l'avenir ou n'avons-nous pas totalement saisi ce que seraient nos vrais intérêts ?

¹ Président de l'Académie d'Agriculture de France, membre de l'Académie nationale de Médecine et de l'Académie vétérinaire de France.

² Secrétaire perpétuel de l'Académie d'Agriculture de France.

Jean-Louis Rastoin. – Je confirme ces chiffres qui sont le résultat de l'évolution du système alimentaire au cours du XX^{ème} siècle. Ils résultent d'une industrialisation croissante des produits alimentaires en vue de leur conférer les qualités de conservation et de praticité demandés par des consommateurs consacrant de moins en moins de temps à la préparation des repas. Ils traduisent également le déclin relatif de l'agriculture au sein du complexe de production-transformation-distribution des biens alimentaires. Tous les pays du monde suivent cette tendance, y compris les pays en voie de développement, même si, pour les plus pauvres d'entre eux, la « valeur agricole » reste importante dans le prix final des aliments. Je précise que la répartition du poids de chaque secteur dans le prix est très variable selon les produits, la moyenne se situant autour des chiffres indiqués dans mon propos.

J. Nefussi³. – Dans votre exposé M. Griffon, vous avez fait une hypothèse sur le comportement alimentaire notamment en termes de consommation de protéines animales.

Avez-vous des projections fondées sur plusieurs hypothèses de consommation de protéines animales ?

Que se passe-t-il si on modifie les comportements alimentaires ?

M. Griffon. – Malheureusement, les données sur lesquelles est fondé le raisonnement ne reposent que sur la seule hypothèse de la généralisation d'un régime médian (celui du Mexique des années 90) à tous les pays situés en dessous la médiane en termes de calories. Une estimation rapide de sensibilité des besoins en calories végétales au type d'alimentation plus ou moins important en viande, montre que l'on pourrait alléger de manière significative l'effort demandé à la production végétale à l'horizon 2050 si l'on renonçait de manière notable à l'évolution vers des régimes de plus en plus carnés.

Y. Ménoret⁴. – Quelle est la fiabilité des études démographiques utilisées dans vos prévisions ?

M. Griffon. – Ce sont les données des nations unies qui font l'objet de révisions périodiques. L'important pour un travail sur les besoins en alimentation, c'est de constater que les différentes hypothèses démographiques ne font pas varier beaucoup le nombre de personnes à l'horizon 2050. A cet horizon, les dés sont déjà jetés : il n'y a qu'une génération et demie qui nous sépare de cette échéance et les quelques variations tendancielle de natalité et de mortalité qui interviendront d'ici là changeront peu de choses à l'ordre de grandeur de nombre final et à l'importance de l'effort de production alimentaire qu'il faudra accomplir.

J.F. Hervieu⁵. – Comment obtenir la reconnaissance des efforts faits par l'agriculture en matière de traçabilité, agriculture raisonnée etc... par les acheteurs afin que les agriculteurs en reçoivent le bénéfice et soient invités à aller dans ce sens.

J. Nefussi. – La traçabilité interne est une obligation pour toutes les entreprises des filières agroalimentaires. La question de la reconnaissance des « efforts faits » dans ce domaine ne se pose donc pas. Par contre, les formes de la mise à disposition de la traçabilité (papiers, informatique interne, site web, ...) peuvent être un moyen de se différencier. C'est le cas en fruits et légumes avec le dispositif Trace'Fel : grâce à un site web, ce dispositif permet de communiquer des éléments de traçabilité qui sont valorisables sur le marché.

³ Professeur, UMR Économie publique INRA INAPG.

⁴ Membre de l'Académie d'Agriculture, ingénieur consultant.

⁵ Membre de l'Académie d'Agriculture, président d'honneur de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture.

La « production raisonnée » et les autres formes de différenciations agricoles relèvent de choix stratégiques, leur valorisation dépend du service qu'ils rendent aux clients. La logique servicielle s'applique à toutes les problématiques de différenciation.

JM. Boussard⁶. – Cette séance est schizophrénique : d'un côté, on se demande si l'on parviendra à produire assez pour nourrir le monde pauvre, et ce n'est pas sûr; de l'autre, on essaie de trouver quelque chose pour gagner plus en produisant moins, ce qui est une préoccupation de riche, qui peut faire penser aux célèbres propos (injustement) prêtés à la reine Marie Antoinette.

Ce qui me préoccupe, c'est que presque tous les orateurs ont eu le souci de prolonger les tendances passées. Or elles sont incompatibles entre elles. Il va donc se passer quelque chose, et c'est là qu'il faudrait se livrer à un véritable exercice d'analyse économique.

De ce point de vue, je suis surpris que personne n'ait parlé du fonctionnement et de la stabilisation des marchés : pourtant, on sait bien que quand les marchés sont stabilisés, la production explose, et quand ils ne le sont pas, elle stagne ou régresse. C'est donc une variable essentielle dans l'affaire.

Par ailleurs, une autre variable essentielle, dont il a été peu question, est la quantité de capital par travailleur ou par hectare. C'est elle que, de toute façon, il faut augmenter pour assurer l'avenir. Mais cela, aussi, implique une immense réallocation des ressources en travail, avec une baisse dramatique de la population active agricole mondiale, et l'utilisation des forces de travail ainsi libérées dans la production de biens et services non alimentaires, pour lesquels la demande est illimitée. C'est là le vrai problème auquel nous sommes confrontés, et qui, pour le moment, n'a eu de solution (encore imparfaite) que dans les pays développés.

Ph. Lacombe⁷. – 1) Les changements de modèles de production appelés par l'économie des services sont-ils du ressort des phases terminales des procès de transformation (au nom d'une « qualité retardée » ou des phases initiales concernant alors la production agricole elle-même ? Le premier cas n'est-il pas le plus fréquent ?

La politique agricole est dans l'ensemble, restée éloignée de ces « considérations servicielles » ; encore aujourd'hui, l'affectation des concours publics se fait au pro rata des hectares détenus.

2) Gérard Viatte a très opportunément décrit les changements de l'arène ou la scène de la gouvernance internationale. Pourrait-il compléter cette analyse en évoquant le jeu des acteurs et ses résultats, retrouvant ainsi les thèmes évoqués par Michel Griffon dans sa conclusion sur le fonctionnement équitable des marchés agricoles.

Gérard Viatte. –

⁶ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique, Laboratoire de politique économique, CIRAD, 45bis, avenue de la Belle-Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne. Courriel : boussard@ivry.inra.fr

⁷ Membre de l'Académie d'Agriculture, directeur scientifique à l'Institut national de la recherche agronomique, direction société, économie et décision, 147, rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07. Courriel : lacombe@paris.inra.fr

A. Frouin⁸. – La traçabilité n'est pas un service lié à la qualité sanitaire, elle est une obligation pour entrer sur le marché alimentaire. En cas d'accident sanitaire les produits sont saisis et détruits, et, en remontant les ingrédients en cause, d'où l'obligation de connaître l'origine.

F. Depledt⁹. – Les difficultés que rencontrent les organisations internationales sont dues à l'impossibilité d'être efficaces immédiatement en raison de la lenteur des travaux dont souvent l'utilité change au cours du temps, l'actualité les dépasse. Il est trop long d'obtenir le « consensus » au *Codex alimentarius* qui existe depuis 1962 et a publié des « normes » pour protéger la santé du consommateur (additifs, contaminants....) (voir séance de l'Académie en 1998) et qui sont adoptés et nécessaires depuis 1995 par l'OMC.

⁸ Ancien président de l'Académie d'Agriculture, membre de l'Académie des Technologies, ancien directeur du Département Recherche-Développement du Groupe Soparind Bongrain.

⁹ Membre de l'Académie d'Agriculture, expert chimiste judiciaire honoraire, expert des organisations internationales ISO, FAO, Codex alimentarius.